

Eléments de discussion autour de la notion de minimum de vie décent

Daniel Verger
Avec la collaboration
de J. Accardo et M.
Duée



Une démarche positive et ambitieuse

Qui ressemble par bien des aspects aux réflexions autour des concepts de pauvreté absolue, même si l'ambition est de faire émerger un niveau intermédiaire entre la survie et la vie dans le luxe.

Une voie difficile :

* l'échec de la discussion avec les partenaires sociaux pour établir un budget-type pour un manœuvre célibataire de la région parisienne au delà de l'alimentaire (travaux préparatoires à la mise en place du SMIG : 1950)

* Echec de tentatives de même nature pour fonder le niveau du RMI

Toutes les difficultés rencontrées pour déterminer un seuil de pauvreté absolue se rencontrent, plus d'autres (au niveau de la survie, on peut postuler que tous les individus se ressemblent, plus on s'en éloigne plus la question de la pluralité des goûts est cruciale)

=> une question : cherche-t-on uniquement à fonder une nouvelle mesure ou à définir une valeur de référence pour l'établissement de minima sociaux ?

Petit rappel sur les approches de la pauvreté absolue

(États-Unis, certains pays anglo-saxons comme l'Australie, et dans certains pays de l'Europe de l'Est)

Principe général : **une norme de consommation fixe les besoins fondamentaux d'une société donnée à une époque donnée** (=> « absolu sociohistorique »). Sont considérés comme **pauvres ceux qui ne peuvent s'assurer ce niveau de consommation, aux prix les plus bas du marché**

Définition **proche des représentations spontanées,**

* mais risque de biais ethnocentriques ou tutélaires dans la définition de la norme, des « besoins fondamentaux »

* questions autour de l'accessibilité des plus démunis aux prix les plus bas du marché (magasins les moins chers à la périphérie des villes non accessibles aux personnes non motorisées, prix souvent sont décroissants avec les quantités achetées)

Les seuils « Banque mondiale »

1 dollar par tête et par jour dans les pays chauds, 2,15 dollars dans les pays froids (calculées en parité de pouvoir d'achat)

Avec de tels seuils : on obtient des pourcentages de pauvres du type :

Nigéria (1997) : 70 %

Inde (2000) : 35 %

Chine (2000) : 16 %

Russie (2001) : 6 %

(Ovtcharova 2006)

La solution américaine

Définition de seuils nombreux, relatifs à diverses strates de la population

Mesure des besoins de base alimentaires à partir des préconisations des nutritionnistes et valorisation aux prix les plus bas du marché

Estimation de la part, pour chaque strate, de l'alimentaire dans la consommation globale

Définition de la ligne de pauvreté en multipliant la valeur du minimum alimentaire par l'inverse du coefficient budgétaire de l'alimentaire

* Avantage : évite les choix normatifs dans les domaines où on ne dispose pas de base scientifique pour l'évaluation

* Inconvénient : donne trop de place à l'observation des comportements effectifs

D'où des lignes de pauvreté plus généreuses pour les strates en moyenne plus favorisées

A l'Est

La solution russe

Calcul officiel d'un minimum de subsistance :

* en 1992, instauration d'un seuil deux fois inférieur à ce qu'il était pendant la période soviétique

Calculé selon la méthodologie américaine (experts pour l'alimentaire, extrapolation au reste de la consommation en utilisant la part de l'alimentaire dans le budget des catégories défavorisées). Huit zones géographiques et trois types de personnes (actifs, retraités et enfants).

* à partir de 2000, détermination purement normative du seuil avec augmentation de 15 % en moyenne par rapport à la méthode précédente. : on arrive ainsi à environ 27 % de pauvres.

La situation polonaise

Une notion de minimum d'existence est calculée officiellement en Pologne (très peu « généreuse »). Un minimum social plus élevé a été également construit mais il est peu utilisé. Le minimum d'existence concerne les besoins indispensables pour "survivre" ; le minimum social vise à permettre d'avoir des enfants et de les élever et d'entretenir les relations sociales minimales.

Un exemple de mise en œuvre en France : le cas des étudiants (Herpin, Verger)

Particulièrement facile car il existe des institutions destinées aux étudiants qui peuvent servir de référence pour une norme (les cités U, les restaurants universitaires..)

Comme on s'intéresse à une phase transitoire du cycle de vie, on peut recommander une « norme » ascétique pour résoudre certaines difficultés (loisirs)

Mais un résultat « encourageant » : le seuil trouvé par cette méthode est de l'ordre de minima sociaux mis en place par la société (le RMI à l'époque)

L'apport et les limites des enquêtes sur le consensus

On essaie de faire émerger une définition du minimum acceptable dans une société par une enquête statistique en population générale

Plusieurs opérations :

- L'enquête PSE (Grande-Bretagne)

- Une enquête russe

- Standards de vie en France

- Eurobaromètre

Deux exemples d'enquêtes étrangères

Poverty and Social Exclusion Survey (PSE)

- Enquête britannique de 1999 (2 rééditions ultérieures).
- 1855 questionnés sur les biens jugés « nécessaires » (approche normative)
- Une liste 'adulte' (54 items), une liste 'enfant' (30 items)
- Résultats : il y a consensus (>50% des enquêtés) sur une large gamme de privations : biens de base mais aussi 'social customs, obligation, activities'. Les privations concernant les enfants sont considérées comme plus graves.

L'enquête du Goskomstat

- Enquête russe de 2003.
- 3500 enquêtés sur les privations qui traduisent la pauvreté/extrême pauvreté (approche constatative)
- Démarche analogue au PSE : une liste de privations soumise au jugement des enquêtés.
- Mais question différente : 'Quels sont les items qui signalent la pauvreté/l'extrême pauvreté ?'

L'enquête Standards de vie (janvier 2006)

Deux options conduisant à 2 questionnaires

normatif : 2 938 répondants / constatif : 2 950

Constatif : on suppose que la norme sociale existe et on demande aux enquêtés de la décrire.

« Si une personne doit, par manque d'argent, se priver de [item], diriez-vous que c'est un signe de pauvreté ? »

Normatif : on reconstitue la norme à partir des normes individuelles.

« Si une personne doit, par manque d'argent, se priver de [item], diriez-vous que cette situation est inacceptable et qu'il faut aider cette personne ? »

66 items ; répartis en 7 domaines

Alimentation (6) ; Logement (13)

Environnement, quartier (5) ; Loisirs, éducation (14)

Santé et soins du corps (6) ; Biens durables (14)

Habillement-Linge (8)

Les conclusions :

- Convergence des deux protocoles (normatif et constatif)
- Etalement des réponses : pas de polarisation
- Les items sont plus cités quand les privations sont rares
- La pauvreté plutôt identifiée à la privation de besoins vitaux
- ... et pas à celle des 'petits plaisirs' : alcool, tabac, loisirs, convivialité
- Faible effet du paramètre 'enfant'
- Pas de consensus sur des paniers de privation

Convergence globale normatif – constatif mais ...

- nombre d'items cités plus élevé en normatif (34,2 / 33,2)
- un groupe plus souvent cité en constatif : loisirs, confort, convivialité (une sortie par mois pour les enfants, goûter d'anniversaire pour les enfants, coiffeur, télé couleur, sortie)
=> pauvreté jugée tolérable ?
- un groupe plus souvent cité en normatif : surtout état du logement et de son environnement (délinquance, quartier mal entretenu, pas de square ni de terrain de jeu, bruit...)
=> des situations inacceptables, mais pas signe de pauvreté (car elles peuvent être liées à d'autres facteurs ?)

Les items sont plus cités quand les privations sont rares mais ...

- la corrélation est faible (entre 0,5 et 0,6)
- nombreuses exceptions

TV couleur : privation pour raison financière très rare, mais cité seulement par 53% des gens.

Magnétoscope/ lecteur DVD : très peu cité (5%), mais privation moyennement fréquente (30%)

Les problèmes liés au logement sont très souvent cités, alors que certains sont assez répandus (humidité)

Pas vraiment de consensus sur un panier de privations

- Le panier des 10 items les plus fréquents n'est choisi que par 45% de la population.
- Moins de 3% des répondants s'accordent sur une liste comprenant les 35 items majoritaires.
- A partir des 66 items, il y a autant de paniers d'items indispensables que d'enquêtés
(sauf 11 enquêtés qui ne citent aucun item)

=> On ne peut donc pas passer directement des taux de citation des privations prises séparément à la notion de consensus sur un panier de biens indispensables.

L'Eurobaromètre 67.1

- liste de 74 biens
 - les privations jugées les moins graves sont celles relatives à la sociabilité et aux loisirs...
 - ...et à l'équipement technologique
 - de fortes différences entre pays : dans les pays les plus pauvres, on a un consensus sur un plus grand nombre d'items
- Grèce : consensus sur 47 items / Pays-Bas : 22 items
- hormis le pays, pas de facteur explicatif du nombre d'items cités par un individu.

La méthodologie des groupes de parole

La définition du panier de biens et services minimal par des experts (méthodes statistiques etc.) n'est pas suffisante ; elle ne peut non plus être fondée sur les enquêtes de consensus (trop ascétique)

Exemple : la prochaine définition de la privation matérielle au sens d'Eurostat retient des items cités par 15% des européens, voire moins : 1 semaine de vacances, activités de loisirs ou de sports, voiture, ordinateur/Internet.

=> nécessité d'une démarche participative : discussion en groupes constitués de « vrais gens » (d'origines socio-économiques diverses) et d'experts.

Les groupes de paroles peuvent être considérés comme le prolongement des enquêtes de consensus : ces dernières cherchent à faire émerger une représentation préexistante ; les secondes, en l'absence d'une telle représentation, s'efforcent de la faire émerger

Diverses façons de définir le contenu et la valeur du minimum

En résumé, on voit bien que plusieurs types de détermination ont été mis en œuvre :

- * dire d'experts seulement
- * dire d'experts et observations empiriques
- * décisions purement politiques
- * enquêtes de consensus
- * groupes de paroles

Une expérimentation sans prétention...

...mais qui réussit à faire émerger les principales difficultés
7 personnes de l'INSEE réunies pendant 2 heures sur une base
similaire à celle présentée lors du séminaire

Parmi les remarques :

* c'est ce qui tourne autour du **logement** qui est apparu
immédiatement

Consensus : il doit être salubre, non surpeuplé, correctement
chauffé et éclairé, situé dans un quartier sûr

Plus discuté mais essentiel vu les valeurs en jeu : jusqu'où doit-on
respecter les choix/préférences en matière de localisation de l'habitat

Accord sur le fait que chacun doit avoir un certain degré de choix

Accord sur la complexité des facteurs en jeu (lien avec les
aspects transport domicile-travail, avec la carte scolaire)

Pas consensus sur l'endroit où fixer la limite au delà de laquelle
on est dans le confort, voire le luxe.

* Deuxième champ unanimement cité : accès aux soins de santé (y c. dentiste, lunettes) et à une bonne éducation pour les enfants

Mais pas de consensus pour aller plus loin (accès à un « bon » médecin, un « bon » hôpital)

Le minimum décent au travail :

Pas de harcèlement, horaires qui conviennent, reconnaissance de ce qui est fait, avoir le matériel pour faire son travail

=> on retrouve les facteurs générateurs de stress au travail : les éviter fait partie du minimum décent.

L'importance de la sécurité

Physique, économique

L'argent comme permettant des relations correctes avec autrui :

Possibilité de faire plaisir

* Autres éléments apparus dans la discussion :

Respect ou non du multiculturalisme : seuil différent ou non dans les doms « historiques », à Mayotte ?

A partir de quand une « envie », un « désir » devient-il un « besoin » ? : un manque ne devient-il pas impossible à supporter quand on est presque seul à l'éprouver ?

Un consensus « mou » autour de l'idée « chacun a droit à voir satisfaites quelques unes de ses envies pourvu qu'elles soient raisonnables » « à chacun une petite part de luxe selon ses goûts »

Tout ne peut se traduire monétairement :

Importance du facteur temps : avoir une vie hors de son travail, avoir le temps pour penser, se divertir, échanger avec des amis

Importance des droits citoyens : avoir accès à la justice, pouvoir émettre des recours,

Estime de soi

Avoir dans tous les domaines une marge de liberté, ne pas être sous tutelle, dépendant d'autrui en tout

Avoir la possibilité d'évoluer

Points divers :

Existence de la « quotité insaisissable »

Le non décent n'est pas l'indécent (3 zones : l'indécent, l'insuffisant, le décent et plus)

Enfin on retrouve évoqués :

* quasiment les 12 besoins intermédiaires de la liste de Doyal/Gough (tous sauf celui qui touche au contrôle des naissances et à l'enfantement)

* une moindre part de la liste de M. Nussbaum

Ce qui n'est pas du tout cité :

La relation avec les autres espèces, la nature

La possibilité de rire, de jouer, de jouir d'activités de loisir

Les opportunités de satisfaction sexuelle

Pour le reste, la formulation obtenue n'est pas dans le registre évoqué par M. Nussbaum

=> Une relance sur certains points non spontanément évoqués

Le loisir : source de partage, nécessité d'avoir accès à la vie culturelle par l'éducation (donner les codes pour éviter l'exclusion)

Les activités sexuelles : on n'y a pas pensé, c'est naturel, c'est inclus dans le fait de pouvoir avoir des relations avec les autres..

Le contrôle du consensus :

Quand on évoque le financement d'une allocation pour donner tout cela à tous, on observe un certain retrait

Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Plutôt contre :

La liste des problèmes conceptuels à résoudre est longue

La probabilité d'obtenir un consensus dès que l'on abordera des questions qui dépassent la simple survie est faible => rôle important de choix normatifs de nature « politique »

Une fois établi, l'indicateur sera sans doute difficile à mesurer :

* difficultés déjà présentes pour la mesure de la pauvreté en conditions de vie (absence de robustesse sur la séparation entre manque choisi et manque imposé par la contrainte de budget...)

Plutôt pour :

il est vraisemblable que l'on disposera d'un indicateur utile pour la compréhension du bien-être ressenti (le lien entre bien être et nombre de privations ressenties est fort –cf. annexe2-)

Une recommandation qui tend à devenir générale, du moins en matière de seuil de pauvreté :

Les pays qui ont une mesure absolue de la pauvreté pensent à se doter d'une mesure relative en complément et inversement

ANNEXE 1 : L'indicateur de Privation matérielle (UE)

1 indicateur « adultes » : 5 privations individu et 8 privations ménage

- acheter des vêtements neufs
- 2 paires de chaussures
- « argent de poche »
- loisirs
- un repas ou un verre à l'extérieur par mois
- remplacer les meubles usés
- viande ou équivalent tous les 2 jours
- dépenses imprévues
- une semaine de vacances par an hors de la maison
- retard de paiement
- ordinateur / Internet
- maintenir son logement suffisamment chaud
- voiture

Privation matérielle (UE)

1 indicateur enfant : 13 privations enfant et 5 priv. ménage

- acheter des vêtements neufs
- 2 paires de chaussures
- fruits et légumes chaque jour
- viande ou équivalent tous les jours
- des livres à la maison, adapté à son âge
- équipements de loisirs à l'extérieur
- des jeux d'intérieur
- un endroit pour faire les devoirs
- activités régulières de loisirs (sports...)
- fêtes pour certaines occasions (anniversaire...)
- inviter ses amis pour jouer et manger de temps en temps
- participer aux sorties scolaires et fêtes de l'école
- une semaine de vacances par an hors de la maison
- ménage : remplacer les meubles usés
- ménage : retard de paiement
- ménage : ordinateur / Internet
- ménage : maintenir son logement suffisamment chaud
- ménage : voiture

Privation matérielle en Irlande

11 items

- viande ou équivalent tous les 2 jours
- maintenir son logement suffisamment chaud
- 2 paires de chaussures
- acheter des vêtements neufs
- avoir un vêtement de pluie
- un rôti ou équivalent une fois par semaine
- remplacer les meubles usés
- avoir dû rester quelques jours sans chauffage l'année dernière
- acheter des cadeaux pour la famille ou les amis une fois par an
- recevoir la famille ou des amis pour un verre ou un repas une fois par mois
- une sortie au moins tous les 15 jours

ANNEXE 2 : Bien-être subjectif et conditions de vie

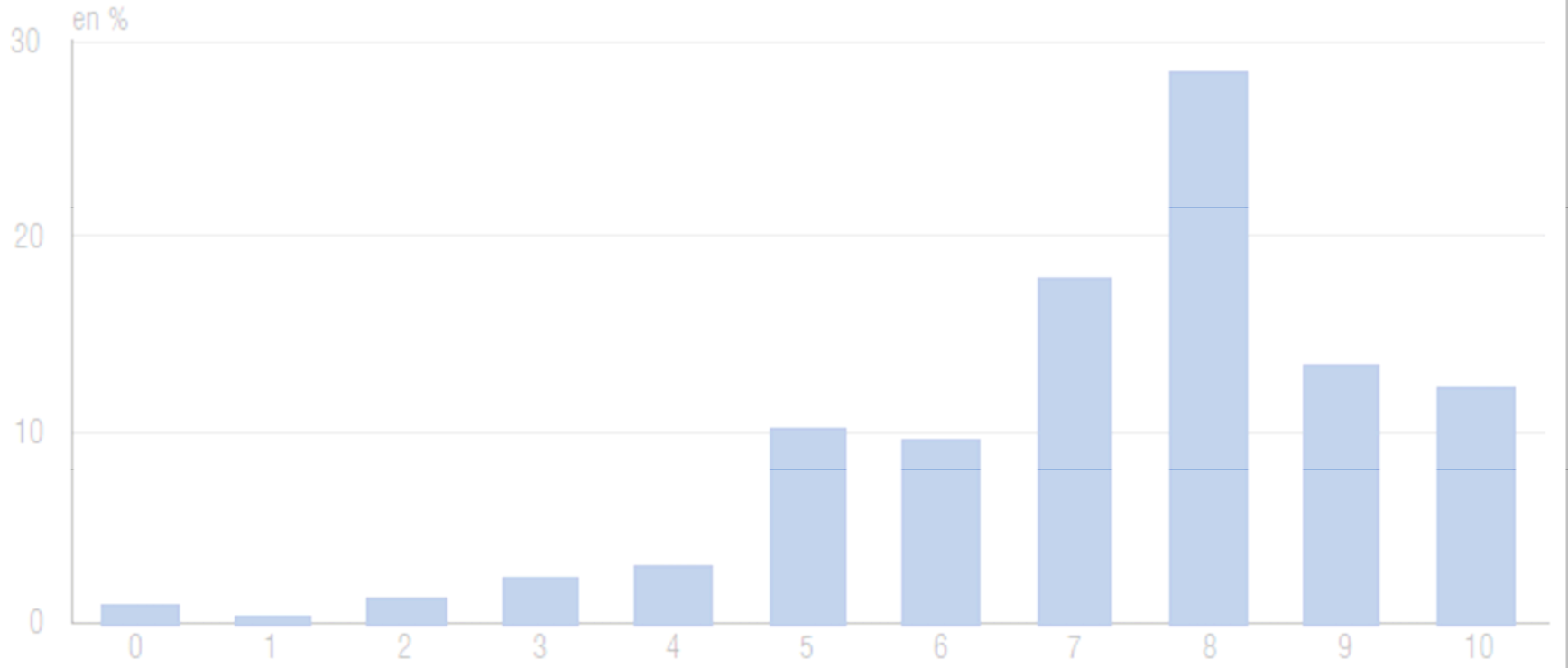
Sur une échelle allant de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (entièrement satisfait), indiquez votre satisfaction concernant :

- Votre logement
- Votre emploi principal
- Vos loisirs
- Vos relations avec vos proches, familles, amis et voisins
- La vie que vous menez actuellement

Bien-être subjectif et conditions de vie

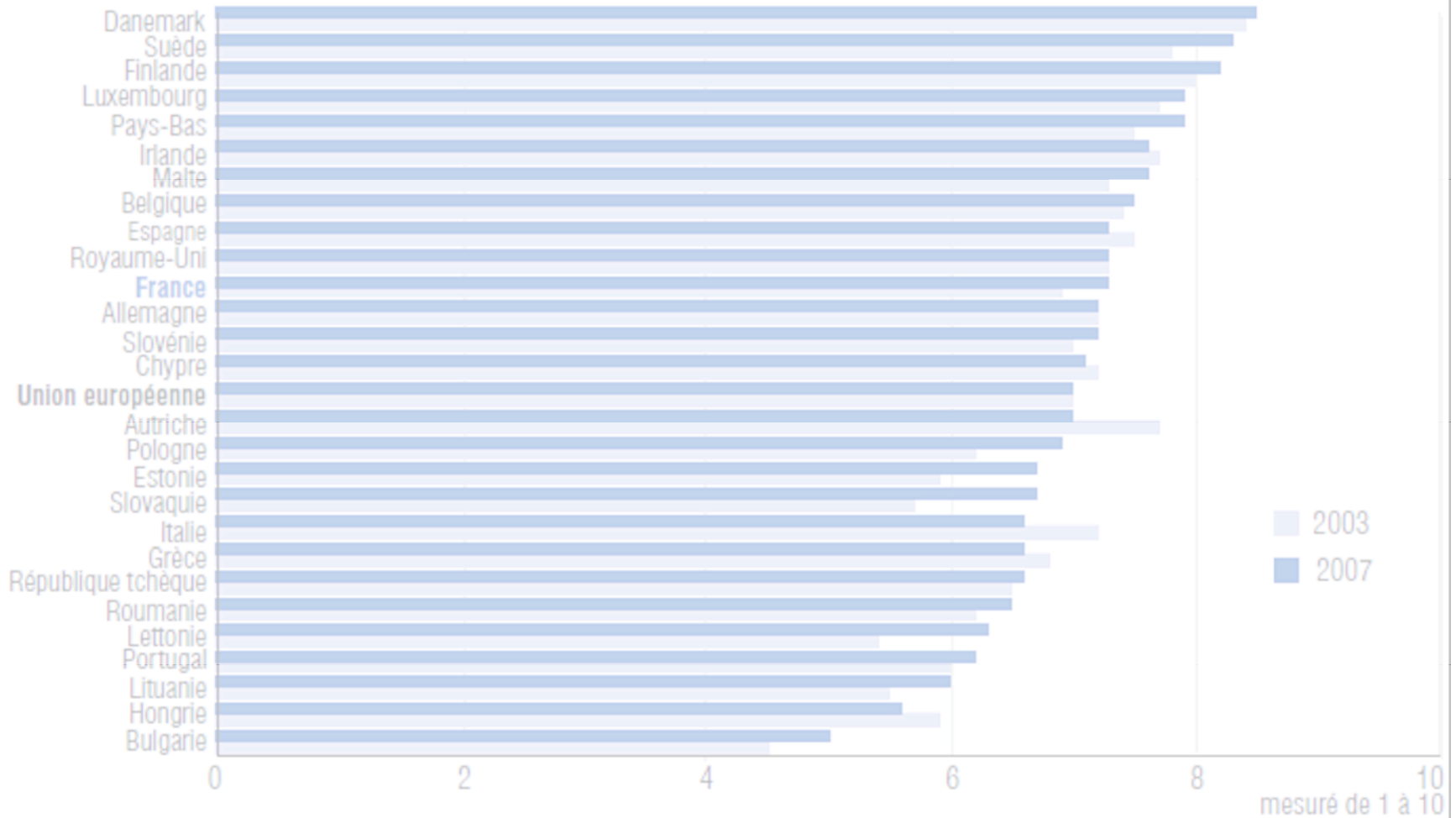
Moyenne de 7,3

Satisfaction dans la vie en général



Bien-être subjectif et conditions de vie

Indicateur de satisfaction globale en 2003 et 2007



Source : Eurofound.

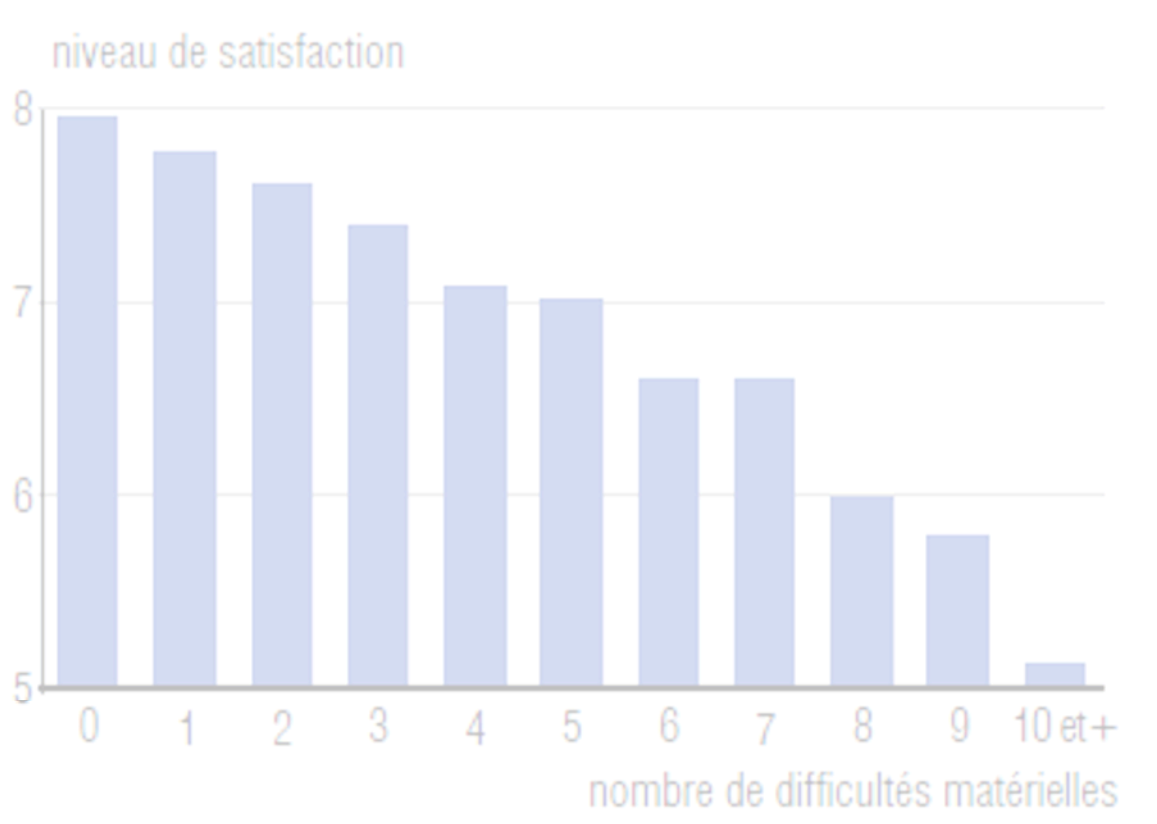
Bien-être subjectif et conditions de vie

Effet du niveau de vie

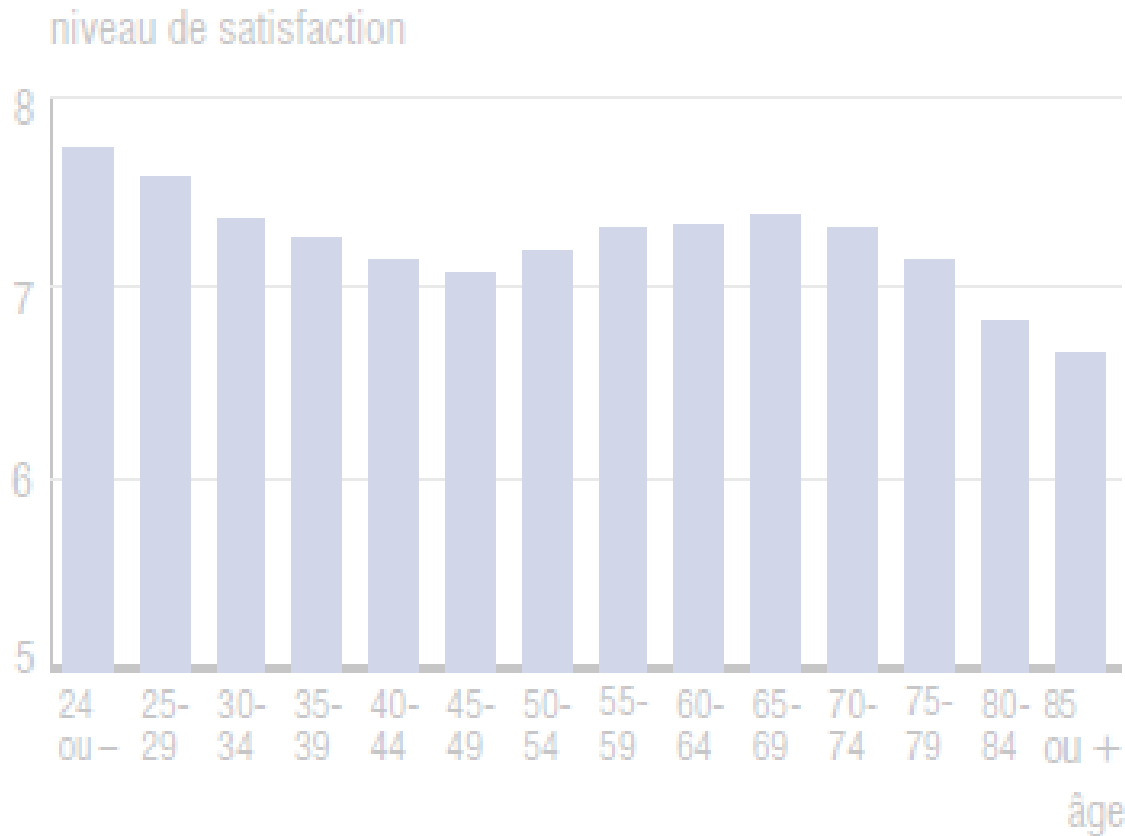


Bien-être subjectif et conditions de vie

et plus encore des conditions de vie matérielles
(nombre de privations sur 27 items)



Bien-être subjectif et conditions de vie

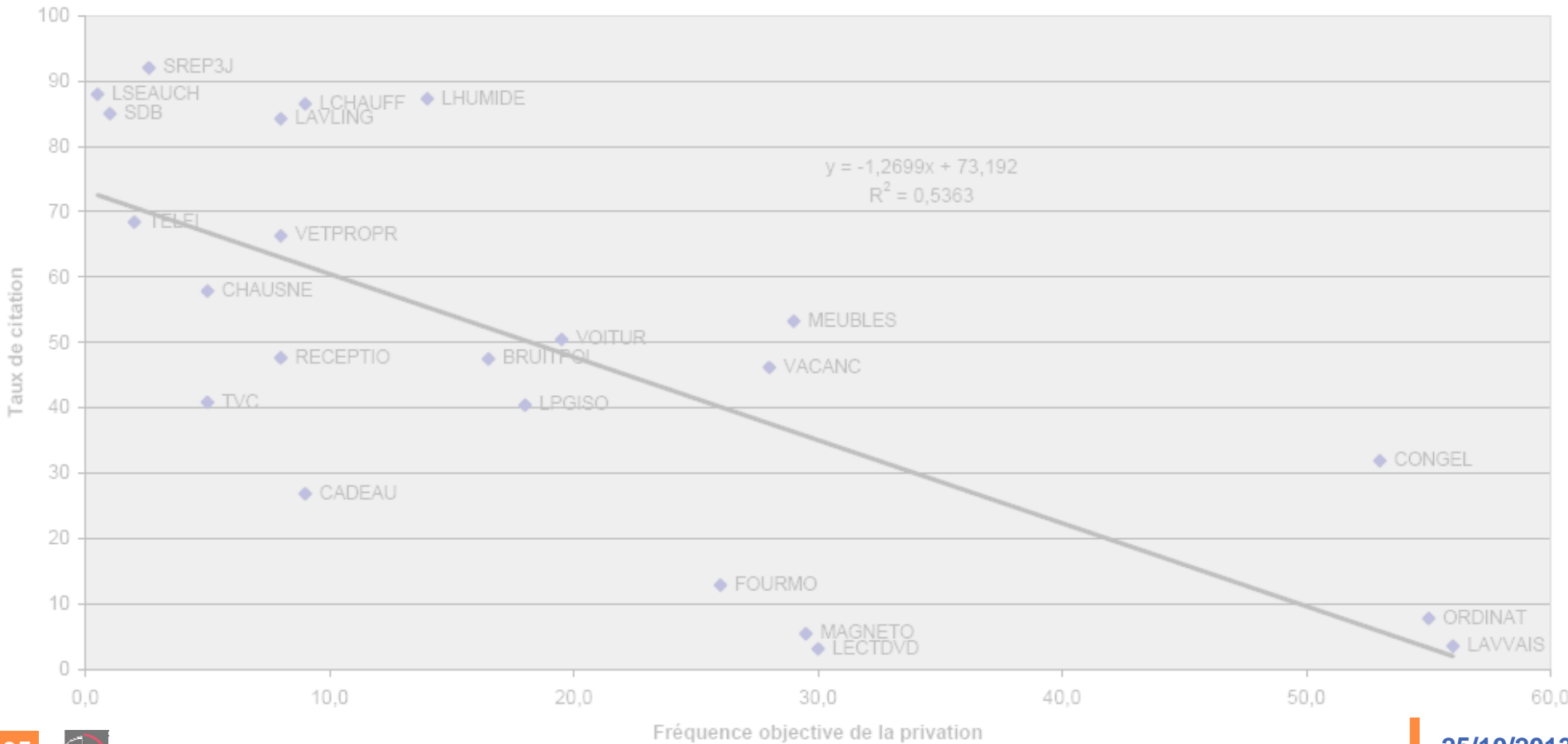


Bien-être subjectif et conditions de vie

Les facteurs les plus importants

	Coefficient estimé
Dimensions objectives de l'existence	
Difficultés de conditions de vie matérielles	- 1,46 ***
Difficultés de santé	- 1,04 ***
Difficultés au travail	- 0,66 ***
Inactivité	- 0,13 ***
Chômage	- 0,84 ***
Évènements ménage	
Divorce ou séparation dans l'année	- 0,63 ***
Naissance(s) dans l'année	0,24 ***
Décès dans l'année	- 0,81 ***

Taux de citation des items (en constatatif) et fréquence objective



Taux de citation des items (en normatif)

